

PRÉSIDENTIELLE 2012

LA CFDT S'ADRESSE AUX CANDIDATS

2012
JE VOTE
DONC NOUS
SOMMES

Le contexte de crise lourd d'incertitudes fait peser sur la campagne présidentielle de 2012 de fortes attentes. Bien que la France possède de nombreux atouts, les salariés sont inquiets pour leur avenir et craignent les conséquences de la crise pour eux-mêmes et le pays.

Dans le respect du vote qui relève de la responsabilité individuelle de chaque citoyen, la CFDT, acteur de la démocratie sociale, s'engage dans le débat public en interpellant les politiques.

Nous souhaitons que vous, candidat, qui sollicitez les suffrages des électeurs, fassiez connaître les choix que vous entendez privilégier face à la crise pour répondre au présent et préparer l'avenir.

Vos réponses aux questions et préoccupations des salariés sont indispensables et seront déterminantes.

Ces questions concernent le renforcement de notre engagement dans l'intégration européenne, le rôle et les moyens de l'intervention publique pour défendre aujourd'hui la cohésion sociale et réduire les inégalités, les voies et les moyens d'un nouveau mode de développement, la place de la démocratie sociale dans les transformations profondes que doit promouvoir la démocratie politique afin de bâtir un avenir commun ambitieux, juste et solidaire.

POUR RÉPONDRE AU PRÉSENT

DÉFENDONS LA COHÉSION SOCIALE, RÉDUISONS LES INÉGALITÉS

La crise frappe lourdement les salariés en situation précaire, particulièrement les jeunes et un grand nombre de femmes. Elle creuse les inégalités et accentue les discriminations dans l'emploi, le travail, l'accès au logement et à la santé, piliers de notre cohésion sociale.

La dégradation et le morcellement du **marché du travail** touchent les plus fragiles, les jeunes et les seniors dont le taux de chômage a explosé enfermant un nombre grandissant de demandeurs d'emploi dans un chômage de longue durée.

Les mauvaises performances de notre économie exigent de relever **les défis de la compétitivité**. Ils appellent des mesures actives innovantes favorisant le maintien ou l'accès dans l'emploi du plus grand nombre et une nouvelle approche du travail porteuse de sens.

Notre système éducatif doit jouer un rôle primordial dans la réduction des inégalités. Il doit être plus performant et assurer à tous l'acquisition d'une qualification.

Le logement confisque une part croissante des revenus des citoyens les plus modestes. Outre la nécessité d'une relance soutenue de la construction de logements sociaux, la puissance publique doit imposer des règles et des garde-fous au marché locatif.

Notre système de protection sociale, socle indispensable de notre cohésion sociale, est néanmoins source de lourdes inégalités. Son inadaptation pour répondre aux aléas de la vie, aux besoins et aux attentes de la société appelle à une refondation de son contenu et de son financement. Elle impose dans l'immédiat de lever les injustices les plus flagrantes.

La succession de plans de rigueur pour tenter de résorber les déficits publics a amplifié l'injustice et l'incohérence de **notre système fiscal**. Sa refonte devenue incontournable doit être sans attendre précédée de mesures immédiates rétablissant l'équité de l'effort demandé aux citoyens.

DANS CETTE PERSPECTIVE, LA CFDT VOUS INTERROGE

Quelles mesures à court et moyen termes comptez-vous prendre dès votre entrée en fonction pour limiter la précarité et relancer l'emploi ?

Reviendrez-vous sur la mesure préjudiciable à l'emploi de défiscalisation des heures supplémentaires ?

Quelles seront vos priorités pour encourager la socialisation des jeunes enfants, garantir à chaque jeune une qualification et lui permettre d'acquérir son autonomie ?

Quelle politique du logement mènerez-vous, avec quelle régulation de la hausse des loyers et de l'immobilier ?

Quelles mesures d'urgence prendrez-vous pour répondre aux inégalités notamment dans l'accès aux soins ou encore à la pénurie des offres de garde d'enfants ?

Comment envisagez-vous de garantir à tous un haut niveau de protection sociale ? Lancerez-vous dès 2012, avec les acteurs concernés, l'étude d'une réforme systémique des retraites ?

Entendez-vous mener une réforme globale de la fiscalité devenue aujourd'hui incontournable et sur quelles bases ?

Au regard de la situation actuelle des finances publiques, quelles mesures prendrez-vous pour maîtriser la dette et comment ferez-vous participer les contribuables les plus aisés à l'effort collectif ?

POUR PRÉPARER L'AVENIR

INVENTONS UN NOUVEAU MODE DE DÉVELOPPEMENT

La pérennité de biens communs mondiaux nous contraint à inventer un nouveau mode de développement conjuguant l'économie, le social et l'environnemental.

La transition vers ce nouveau modèle appelle des mutations profondes qu'il est nécessaire d'anticiper pour assurer la cohésion sociale et la compétitivité de la France dans une économie mondialisée.

L'éducation et la formation sont des leviers essentiels pour atteindre le niveau de qualification et de compétence qu'exige la relance de notre économie.

La rénovation de nos politiques industrielles est décisive pour conduire une stratégie économique de long terme et soutenir le développement des filières d'activité porteuses d'avenir et créatrices d'emploi.

La qualité des emplois, l'implication et le bien-être des salariés dans leur travail comme le niveau de leur

protection sociale jouent un rôle déterminant dans ce défi de la compétitivité.

Pour relever ces défis, l'État doit être un investisseur stratège et un régulateur exigeant garant de la solidarité et de la cohésion sociale.

L'État doit être capable pour cela de répartir et d'articuler efficacement **l'intervention publique** sur l'ensemble du territoire et se doter d'une fiscalité plus juste et plus efficace.

Cet horizon de moyen et long termes inscrit dans une interdépendance croissante des États et des peuples, conduit à renforcer la convergence, à développer les politiques communes et à assurer la solidarité au sein de l'Europe.

L'Europe est un cadre désormais incontournable pour que ces orientations et politiques nouvelles soient source de changements effectifs et de progrès.

2012
JE VOTE
DONC NOUS
SOMMES

PRÉSIDENTIELLE 2012 | La CFDT s'adresse aux candidats

Cfdt
DES CHOIX, DES MOYENS

www.cfdt.fr

DANS CETTE PERSPECTIVE, LA CFDT VOUS INTERROGE

Quelle réforme mènerez-vous pour atteindre le niveau de qualification et de compétences nécessaire à la compétitivité de notre économie ?

Dans ce sens, comment envisagez-vous d'accompagner les salariés avec ou sans emploi tout au long de leur parcours professionnel ?

Quels sont vos objectifs et priorités pour développer des politiques industrielles favorisant une croissance soutenable et durable ?

Quelles mesures envisagez-vous de prendre sur le marché de l'emploi pour favoriser la création d'emplois de qualité ?

Quelle organisation de l'intervention publique voulez-vous mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire ?

Pour renforcer la capacité d'intervention de l'Europe, approfondir les coopérations entre les États membres et réduire les concurrences fiscales et sociales, quelles positions porterez-vous ?

Quel rôle donnerez-vous au Parlement et aux partenaires sociaux dans le processus démocratique national qu'appellent ces choix et ces engagements sur le long terme ?

FAISONS VIVRE LA DÉMOCRATIE

CONSTRUISONS UN PACTE SOCIAL

Nous sommes face à un impérieux **devoir de cohésion sociale** au risque d'affaiblir la démocratie et de laisser le champ libre à la désespérance et au populisme dont se nourrissent les extrêmes.

Les solutions à apporter, les transformations à mener doivent être bâties collectivement pour qu'émerge un « **pacte social** » fondé sur l'intérêt général et le recul des inégalités.

Notre pays a besoin de réformes profondes et la crise nous oblige à des **réformes ambitieuses et difficiles**. Pour que celles-ci soient porteuses de justice et d'espoir en l'avenir, les efforts importants qu'elles requièrent doivent être équitablement répartis.

La CFDT, consciente de la responsabilité de la **démocratie sociale** dans la construction et la mise

en œuvre d'un pacte social, revendique que celle-ci puisse jouer pleinement son rôle en complémentarité avec la démocratie politique.

Des étapes ont été franchies sous la pression des partenaires sociaux pour que progressent la méthode de dialogue social et l'espace de négociation dans le respect des prérogatives des différents acteurs. Cette démarche, impulsée par **la loi de modernisation du dialogue social**, a néanmoins fait sérieusement défaut dans la conduite de plusieurs réformes (temps de travail, retraites, RGPP, plans de rigueur).

Au regard de l'ampleur des enjeux auxquels nous sommes aujourd'hui collectivement confrontés, **la méthode** de construction et de mise en œuvre du changement sera déterminante pour renouer la confiance indispensable et dégager les consensus nécessaires.

DANS CETTE PERSPECTIVE, LA CFDT VOUS INTERROGE

Quelle est votre vision du rôle des acteurs de la société civile dans les défis que notre société doit relever ?

Quelle place entendez-vous donner au débat public, à l'implication des citoyens et sous quelles formes pour favoriser la construction collective de solutions ?

Quels engagements comptez-vous prendre pour promouvoir et respecter l'action des partenaires sociaux dans leurs rapports avec le gouvernement et les parlementaires ? Irez-vous vers une constitutionnalisation du rôle des partenaires sociaux ? Mettrez-vous en place un code de bonne conduite ?

Quelle sera votre méthode pour conduire les réformes prioritaires (marché du travail, retraites, politique énergétique, fiscalité...) que vous devrez mener ?